



23/12/2020

DOCUMENT DE CONCLUSION

« Le rôle des foyers de radicalisation », session à petite échelle d'experts du RAN
Réunion virtuelle, 25 novembre 2020

Le rôle des foyers de radicalisation

Principaux résultats

Même si l'extrémisme violent est un phénomène mondial, le processus de radicalisation des extrémistes débute dans leur environnement local. La radicalisation vers l'extrémisme violent ne se produit cependant pas partout. Même lorsque des villes, quartiers et communautés sont comparables en termes de doléances et de situation politique, sociale ou socioéconomique, ils présentent souvent d'importantes différences en ce qui concerne le développement de la radicalisation. En d'autres termes, certains quartiers sont confrontés à un nombre d'individus radicalisés bien plus élevé que d'autres, ce qui en fait des « foyers de radicalisation ». Pourquoi certains quartiers deviennent-ils des foyers de radicalisation alors que d'autres, confrontés à des problèmes et des facteurs similaires, ne connaissent pas la même évolution ?

Cette réunion a abordé et analysé les foyers d'extrémisme islamiste et d'extrémisme de droite. Même si le sujet fait toujours l'objet de recherches, deux **facteurs clés** ont été identifiés, qui semblent être particulièrement importants **lorsqu'ils se cumulent : 1) des « entrepreneurs de l'extrémisme » charismatiques, et 2) l'indifférence et/ou l'incompétence des acteurs locaux (pouvoirs publics/société civile) qui ratent l'occasion d'intervenir de façon précoce**. La réunion a également été l'occasion de recueillir et analyser des recommandations sur la prévention ou la lutte contre les foyers de radicalisation.

Points forts de la discussion

Cette réunion d'experts visait à recueillir les leçons apprises et les bonnes pratiques auprès de praticiens et de chercheurs expérimentés dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, issus de différents États membres, afin de mieux éviter ou lutter contre les foyers de radicalisation.

Deux études de cas, celui d'un foyer islamiste extrémiste au Danemark et celui d'un foyer d'extrême droite en Allemagne, ont été présentés et analysés en profondeur. D'autres cas et leçons apprises en provenance de Belgique, d'Allemagne, des Pays-Bas, d'Espagne et du Royaume-Uni ont été partagés et analysés.

Les informations partagées et les études de cas présentées indiquent que, pour les praticiens de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, les facteurs socioéconomiques tels que le chômage, (le manque) l'accès aux services sociaux, un niveau élevé de criminalité ou un faible niveau d'éducation ne sont pas déterminants pour l'émergence de foyers de radicalisation. Le fait de ne s'attacher qu'à ces facteurs, qui doivent tous être traités par des politiques sociales et des investissements efficaces, ne résoudra pas **le problème du « 1 pour cent », ce qui signifie que lorsqu'on prend en considération tous les quartiers et communautés confrontés à ces circonstances difficiles, « 99 pour cent » d'entre eux ne deviennent pas des foyers de radicalisation.**

Les questions clés suivantes ont suscité un intérêt particulier au cours de cette réunion :

- 1) Quels sont les principaux composants des foyers de radicalisation ? Y a-t-il des différences notables entre les foyers d'extrémisme islamiste et d'extrémisme de droite ?
- 2) Quels sont les facteurs (p. ex. politiques/sociaux/culturels/socioéconomiques) contribuant à l'émergence des foyers de radicalisation ?
- 3) Parmi les stratégies ou actions de prévention ou de répression conduites par les acteurs de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, quelles sont celles qui ont eu des résultats positifs ou négatifs, et pourquoi ?
- 4) Comment est-il possible de prévenir la stigmatisation des quartiers/communautés affectés par des foyers de radicalisation ? Quelles sont les stratégies de communication pouvant être recommandées ?

- 5) Comment est-il possible de renforcer la résilience des quartiers ou communautés affectés ?
- 6) Comment est-il possible d'impliquer plus efficacement les quartiers/communautés affectés dans les activités de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ?
- 7) Quelle est la dimension en ligne du problème ? Quels sont les foyers virtuels de radicalisation existants ou ayant existé, et quelles sont les bonnes pratiques pouvant être partagées en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ?

Au cœur de tous les foyers de radicalisation, on retrouve un narratif d'injustice, de victimisation et de menace par un exogroupe. Les leaders de ces foyers prétendent offrir la possibilité d'appartenir à un groupe d'élite qui défend la (sous-)communauté tout en protégeant ses valeurs sacrées, en recourant si nécessaire à la violence.

Il semble que les foyers de radicalisation apparaissent dans des sous-communautés repliées sur elles-mêmes, ayant peu de liens (et peu d'intérêt à en avoir) avec l'extérieur et cherchant à résoudre leurs propres problèmes. Le terme de sous-communauté est particulièrement approprié pour décrire les foyers extrémistes islamistes au sein de l'UE, car ce phénomène s'observe en général autour de leaders spécifiques et de leurs adeptes, qui ne sont pas seulement en conflit avec les communautés non-musulmanes, mais également avec la majorité des communautés musulmanes.

Les foyers de radicalisation d'extrême droite partagent un grand nombre des caractéristiques décrites pour les foyers extrémistes islamistes, mais soit ils choisissent de s'isoler volontairement, car leur membres ne sont en général pas affectés par une quelconque discrimination ou exclusion basée, par exemple, sur une appartenance ethnique ou une religion, soit ils constituent de fait la (sous-) culture dominante dans certains quartiers ou villages.

Une étude de cas a mis en évidence qu'un quartier ayant un niveau socioéconomique faible a « bénéficié » de la présence en son sein d'un foyer, car une couverture médiatique négative l'a placé en tête des préoccupations politiques et lui a permis de recevoir un soutien financier supplémentaire. Cela n'a cependant pas impacté le « foyer » lui-même, qui subsiste encore aujourd'hui malgré les efforts importants des pouvoirs publics et de la société civile, lesquels semblent avoir laissé passer le moment où une intervention aurait pu avoir un effet préventif.

Un autre cas décrivait le **foyer situé dans un village « idyllique »** ne connaissant pas de problèmes socioéconomiques notables et dans lequel les membres d'un groupe terroriste étaient des individus aisés motivés par des discours et une idéologie.

Le fait que de nombreux foyers sont situés dans des quartiers défavorisés pourrait être dû aux loyers modérés et à des prix de l'immobilier peu élevés, qui rendent moins coûteuse la création d'une infrastructure physique. Les organisations extrémistes mettant en place des foyers demandent en général à leurs partisans de déménager à proximité immédiate du quartier général du groupe. Certains groupes extrémistes proposent des services sociaux comme la distribution gratuite de nourriture ou la garde des enfants afin d'apparaître comme une force positive, recueillir un soutien local et recruter des partisans locaux.

Un troisième cas montrait que les sous-communautés réagissent de façon très différente à l'injustice ou la discrimination réelle ou perçue, un grand nombre d'entre elles existant en tant que « sociétés parallèles » alors que seul un petit nombre se développent en « contre-sociétés ». La différenciation entre société parallèles et contre-sociétés est particulièrement importante **pour éviter la stigmatisation** car, dans la plupart des cas, **les sociétés parallèles ne représentent pas un risque dans le contexte de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. Les contre-sociétés représentent quant à elles un risque car elles visent à renverser les systèmes de gouvernance démocratiques libéraux et pluralistes et la société civile en place.**

Même si le sujet fait toujours l'objet de recherches et nécessite plus d'informations de la part des praticiens et des chercheurs, deux facteurs clés ont été identifiés, qui semblent être particulièrement importants lorsqu'ils se cumulent :

- 1) des « entrepreneurs de l'extrémisme » charismatiques et
- 2) l'indifférence et/ou l'incompétence des acteurs locaux (pouvoirs publics/société civile) qui ratent l'occasion d'intervenir de façon précoce.

De nombreux facteurs tels que les griefs, les idéologies et les besoins psychologiques des individus ont été abordés mais ils ne semblent être que des facteurs nécessaires, mais non suffisants, pour le développement de foyers de radicalisation. Lorsque des entrepreneurs de l'extrémisme charismatiques et un environnement social et politique indifférent ou incompétent s'ajoutent à la situation, ils semblent avoir une **fonction de point de basculement** pouvant conduire une sous-communauté ou un quartier à se transformer en foyer.

La dimension en ligne des foyers de radicalisation

La dimension en ligne des foyers de radicalisation peut être comprise en la divisant en deux volets. Une dimension est basée sur les **activités en ligne des groupes extrémistes physiques**, faisant la promotion de leurs discours et de leur idéologie et cherchant à recruter des membres et des partisans. Ici, les plates-formes de médias sociaux et de partage vidéo ont joué, et jouent parfois encore, un rôle essentiel en servant de zones opérationnelles pour ces groupes. La pression exercée par la société civile et les décideurs a poussé les entreprises technologiques à intensifier leurs efforts en vue d'exclure les contenus illégaux. De futures législations européennes, telles que la Directive sur les contenus terroristes en ligne et la Loi sur les services numériques (Digital Services Act), visent à durcir considérablement les contraintes d'efficacité et de transparence imposées aux sociétés de médias sociaux dans l'établissement de leurs règles pour gérer le contenu illégal. En effet, l'appel à leur seule bonne volonté s'est avéré insuffisant (Counter Extremis Project, s. d.).

La seconde dimension est celle d'un foyer de radicalisation (presque) exclusivement en ligne, où des individus créent ensemble un espace pour leurs camarades extrémistes, qui ne cherchent pas nécessairement à établir des liens physiques entre eux ou avec un groupe extrémiste mais **se sentent reliés** en tant que « collectif non organisé » partageant des discours extrémistes et anti-démocratiques spécifiques. Ici, ce sont essentiellement des sous-groupes non modérés de forums de type « imageboard » (p. ex. 4chan, 8chan, Meguca) et des plates-formes dédiés aux jeux en ligne (p. ex. Steam, Twitch) qui peuvent tenir lieu de foyers. Dans certains cas, ils ont inspiré des actes extrémistes/terroristes violents.

Les similarités avec les foyers physiques apparaissent de façon évidente et les mêmes fonctionnalités semblent s'appliquer. Pour exister, les foyers en ligne ont besoin : 1) d'entrepreneurs (virtuels) de l'extrémisme et 2) de l'indifférence et/ou l'incompétence des entreprises propriétaires de la plate-forme et des pouvoirs publics responsables qui ratent l'occasion d'intervenir de façon précoce.

Recommandations

Les chercheurs et praticiens de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent ayant participé à la réunion ont formulé les recommandations suivantes, qui n'ont pas nécessairement fait l'objet d'un consensus de la part de tous les participants.

- Une fois que la formation d'un foyer a été confirmée, mettre rapidement en place un réseau local constitué d'associations pro-démocratiques/pluralistes, de décideurs locaux et d'experts en prévention et lutte contre l'extrémisme violent afin de planifier des actions et interventions efficaces.
- Soutenir les acteurs pro-démocratiques/pluralistes mais, pour éviter la stigmatisation, le faire hors du cadre d'une intervention de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Cela implique également une certaine souplesse de la part des bailleurs de fonds gouvernementaux, qui doivent éviter de qualifier publiquement ces programmes comme étant liés à la sécurité.
- Se concentrer sur le site ou le groupe réel ; parfois, une seule rue fait office de foyer. En ciblant le quartier dans sa totalité, vous courez le risque de stigmatiser toute une communauté.
- Mettre en valeur les initiatives et les individus contribuant à une vision plus positive du quartier et montrer ainsi la résilience des personnes vivant dans ces quartiers ou communautés.

- Lorsqu'on envisage de s'adresser directement aux extrémistes, il faut s'assurer d'avoir une connaissance approfondie de la dynamique interne de la sous-communauté affectée. Un dialogue public entre les extrémistes et les décideurs risque d'affaiblir l'opposition pro-démocratique et de renforcer la position des extrémistes. Cela s'est produit dans différents cas, par exemple en Allemagne et aux Pays-Bas.
- Lorsqu'un groupe extrémiste crée un foyer, les décideurs doivent mettre en place un groupe de travail qualifié réunissant des personnes issues de différentes institutions qui appliqueront des mesures administratives générales pour en ralentir ou en contrarier le développement. Celles-ci pourraient comprendre des audits sur l'imposition et les dons et la mise en œuvre de dispositions réglementaires adaptées en matière de construction ou de travail.
- Dès qu'on a la preuve qu'un groupe extrémiste met en place un foyer pour recruter des individus en vue d'activités illégales, il faut envisager le déclenchement de procédures légales visant à interdire complètement ce groupe.

Suivi

Les éléments clés des foyers de radicalisation et les contre-mesures et mesures préventives potentiellement efficaces sont des sujets peu étudiés et exigent plus d'informations de la part des praticiens et des chercheurs. Il est recommandé que le RAN et la Commission européenne réalisent des actions de suivi, par exemple des rencontres interdisciplinaires d'experts et des ateliers consacrés aux principaux facteurs identifiés contribuant aux foyers de radicalisation, ou axés sur le recueil d'un plus grand nombre de bonnes pratiques locales en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

À lire également

Cantoni, D., Hagemeister, F., & Westcott, M. (2019). [Persistence and Activation of Right-Wing Political Ideology](#)

Counter Extremism Project. (s.d.). [Extremist Hubs](#)

Hjelt, M. J. (2020). [The Radical Milieu: A Socio-Ecological Analysis of Salafist Radicalization in Aarhus, 2007-17](#)

Kreter, M. (2021). Sachsen und Thüringen – Hochburgen des Rechtsrock in Deutschland? Dans U. Backes & Kailitz, S. (Eds), *Sachsen – Eine Hochburg des Rechtsextremismus?* (pp. 315-337). Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht. <https://hait.tu-dresden.de/ext/institut/mitarbeiterprofil-25/>

Kreter, M. & Currell, P. (2021). Kontextfaktoren asylfeindlicher Straftaten in Sachsen 2014-2017. Dans S. Kailitz, Pickel, G., & Genswein, T. (Eds), *Sachsen zwischen Integration und Desintegration. Politisch-kulturelle Heimaten*. Wiesbaden: Springer VS (à l'impression). <https://hait.tu-dresden.de/ext/institut/mitarbeiterprofil-25/>

Ravndal, J. A., Lygren, S., Jupskås, A. R., & Bjørge, T. (2020). [RTV Trend Report 2020. Right-Wing Terrorism and Violence in Western Europe, 1990-2019](#)

Ritzmann, A., & Schindler, H.-J. (2020). *NetzDG 2.0. Recommendations for the amendment of the German Network Enforcement Act (NetzDG) and Investigation into the actual blocking and removal processes of YouTube, Facebook and Instagram*. Document d'orientation du CEP, Counter Extremism Project, avril. <https://www.counterextremism.com/sites/default/files/CEP%20NetzDG%202.0%20Policy%20Paper%20April%202020%20ENG.pdf>

Varvelli, A. (Ed.). (2016). [Jihadist Hotbeds. Understanding Local Radicalization Processes](#)